

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 217**18 novembre 2015****S o m m a i r e**

Règlement ministériel du 9 novembre 2015 relatif aux opérations de vérification périodique du service de métrologie légale de l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services pendant l'année 2016	page 4736
Loi du 15 novembre 2015 approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 17^e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement	4737
Loi du 15 novembre 2015 relative à l'adhésion du Grand-Duché de Luxembourg à la Banque Asiatique d'Investissement dans les Infrastructures	4737
Règlement grand-ducal du 15 novembre 2015 concernant l'uniforme des agents de l'administration des douanes et accises	4738
Amendement du cahier des charges relatif aux formules standardisées et aux moyens de transmission des données entre le corps médical et les personnes protégées, l'Union des caisses de maladie (actuellement la Caisse nationale de santé), les caisses de maladie, l'Association d'assurance contre les accidents et le Contrôle médical de la sécurité sociale, pris en exécution de l'article 18 de la convention du 13 décembre 1993 conclue pour les médecins et liant l'Association des médecins et médecins-dentistes du Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des caisses de maladie (actuellement la Caisse nationale de santé) telle qu'elle a été modifiée	4740
Convention du Cap relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles et son Protocole portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement aéronautiques, signés au Cap, le 16 novembre 2001 – Adhésion du Royaume de Danemark . . .	4742

Règlement ministériel du 9 novembre 2015 relatif aux opérations de vérification périodique du service de métrologie légale de l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services pendant l'année 2016.

Le Ministre de l'Économie,

Vu les articles 10 et suivants de l'arrêté royal grand-ducal du 30 mai 1882 pour l'exécution de la loi sur les poids et mesures;

Vu l'article 13, paragraphe 1^{er} du règlement grand-ducal modifié du 27 juillet 1992 portant application de la directive 90/384/CEE du Conseil du 20 juin 1990 concernant l'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux instruments de pesage à fonctionnement non automatique;

Vu l'article 21, paragraphe 1^{er} du règlement grand-ducal modifié du 13 février 2007 portant application de la directive 2004/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 concernant les instruments de mesure;

Arrête:

Art. 1^{er}. (1) Pendant l'année 2016 la vérification ordinaire périodique des mesures de longueur, instruments de mesure dimensionnelle, instruments de pesage et ensembles de mesurage de liquides autres que l'eau aura lieu pour les communes indiquées aux dates prévues ci-après:

Communes visées par la vérification périodique de l'année 2016	Date et durée des séances de vérification au lieu d'installation
Beaufort, Bech, Berdorf, Consdorf, Echternach, Rosport et Waldbillig les communes	du 1 ^{er} au 14 mars
Junglinster la commune	du 15 au 18 mars
Betzdorf, Biwer, Flaxweiler, Grevenmacher, Manternach, Mertert et Mompach les communes	du 21 au 25 mars et du 11 avril au 13 mai
Clervaux, Parc Hosingen, Troisvierges, Weiswampach et Wintrange les communes	du 23 mai au 17 juin
Bous, Dalheim, Lenningen, Mondorf-les-Bains, Remich, Schengen, Stadtbredimus, Waldbredimus et Wormeldange les communes	du 20 juin au 15 juillet et du 15 au 30 septembre
Ville de Luxembourg	du 3 octobre au 30 novembre

(2) Le contrôle métrologique des ensembles de mesurage montés sur les camions-citernes destinés au transport routier et à la livraison des combustibles liquides aura lieu dans les locaux du service de métrologie légale de l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services à Steinsel aux dates de vérification prévues au paragraphe 1^{er} en ce qui concerne les communes visées.

Art. 2. A cette occasion les administrations communales auront à remplir les devoirs qui leur sont prescrits par les dispositions ci-après, transcrites de l'arrêté royal grand-ducal du 30 mai 1882:

«**Art. 11.** Aussitôt que les bourgmestres ont reçu l'arrêté (qui ordonne la vérification des poids et mesures), ils en donnent connaissance aux assujettis par voie d'affiche.

Art. 12. Au plus tard dans la huitaine de l'arrêté ils adresseront au service de métrologie légale une liste indiquant exactement avec leurs professions les marchands, industriels et autres personnes qui sont dans le cas de faire vérifier leurs poids et mesures. Si le bourgmestre néglige de dresser la liste, elle est établie à ses frais par un commissaire spécial, conformément à l'art. 108 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988.»

Art. 3. Une vignette verte portant les deux derniers chiffres de l'année (16) entourés d'une couronne est employée pour le marquage des instruments admis. La marque de refus est constituée d'une vignette rouge portant la lettre R en caractère majuscule. Lorsque l'apposition d'une vignette n'est pas appropriée, le marquage est réalisé par l'apposition d'un poinçon sur une plaquette de plomb fixée à l'instrument.

Art. 4. Le présent règlement sera inséré au Mémorial et affiché dans les communes intéressées.

Luxembourg, le 9 novembre 2015.

Le Ministre de l'Économie,
Étienne Schneider

Loi du 15 novembre 2015 approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 17^e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 13 octobre 2015 et celle du Conseil d'Etat du 10 novembre 2015 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Article unique. Le Gouvernement est autorisé à participer à concurrence de 50.402.000 euros à la dix-septième reconstitution des ressources financières de l'Association internationale de développement, conformément à la résolution n° 234 adoptée le 5 mai 2014 par le conseil des gouverneurs de l'Association internationale de développement.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Pour le Ministre des Finances,
Le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture
et de la Protection des consommateurs,*
Fernand Etgen

Château de Berg, le 15 novembre 2015.
Henri

Doc. parl. 6828; sess. ord. 2014-2015 et 2015-2016.

Loi du 15 novembre 2015 relative à l'adhésion du Grand-Duché de Luxembourg à la Banque Asiatique d'Investissement dans les Infrastructures.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés exprimé de la manière prévue par l'article 114, alinéa 2 de la Constitution;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 13 octobre 2015 et celle du Conseil d'Etat du 10 novembre 2015 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1^{er}. Sont approuvés les statuts portant création de la Banque Asiatique d'Investissement dans les Infrastructures.

Art. 2. Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg est autorisé à participer au capital de la Banque Asiatique d'Investissement dans les Infrastructures par la souscription de 697 actions, dont 139 actions à libérer et 558 actions appelables.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Pour le Ministre des Finances,
Le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture
et de la Protection des consommateurs,*
Fernand Etgen

Château de Berg, le 15 novembre 2015.
Henri

Doc. parl. 6859; sess. ord. 2014-2015 et 2015-2016.

**Règlement grand-ducal du 15 novembre 2015 concernant l'uniforme des agents
de l'administration des douanes et accises.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu les articles 3, 12, alinéa 2, 13, alinéa 2, 15 et 44 de la Convention coordonnée instituant l'Union Economique belgo luxembourgeoise approuvée par la loi du 27 mai 2004;

Vu la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat;

Vu le règlement ministériel modifié du 27 août 1976 concernant l'uniforme des agents de la douane et portant publication de l'arrêté royal belge du 8 avril 1976, modifié, relatif à l'uniforme des agents de la douane;

Vu l'avis du Conseil de la masse d'habillement de la douane;

Vu l'article 2 de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. 1. Tous les agents de l'Administration des douanes et accises sont tenus de porter, dans l'exercice de leurs fonctions, les objets d'uniforme et accessoires repris au paragraphe 1^{er} de chacun des articles 5 et 6 de l'arrêté royal belge modifié du 8 avril 1976.

2. Sur avis du Conseil de la masse d'habillement de la douane, le Directeur des douanes et accises est compétent pour déterminer les vêtements et objets d'uniforme autres que ceux visés au paragraphe 1^{er} du présent article que les agents des douanes et accises sont - en application de l'article 8 de l'arrêté royal belge précité - autorisés à porter dans l'exercice de leurs fonctions et pour déterminer le modèle et la couleur des vêtements et objets qu'il désigne.

Avec les objets d'uniforme visés au paragraphe 1^{er} du présent article, les effets vestimentaires et accessoires ainsi déterminés constituent la tenue de service du personnel de l'Administration des douanes et accises.

Art. 2. Le Ministre des Finances fixe le montant, les conditions d'allocation et de liquidation de l'indemnité pour le port de l'uniforme.

La création et le fonctionnement d'une masse d'habillement de la douane sont arrêtés par règlement grand-ducal.

Art. 3. A l'occasion de cérémonies auxquelles les agents assistent la tenue comprend:

1. pour les agents masculins: le veston, le pantalon, le képi, la chemise blanche, la cravate noire à nouer avec emblème, des chaussures en cuir noires, les chaussettes noires, les gants blancs, la fourragère bleu-dorée, la ceinture bleue en tissu avec boucle en métal doré et éventuellement le manteau. Selon les circonstances le manteau peut être remplacé par l'imperméable.
2. pour les agents féminins: le veston, le pantalon, le chapeau, le chemisier blanc, la cravate noire à nouer avec emblème, des chaussures en cuir noires, les chaussettes noires, les gants blancs, la fourragère bleu-dorée, la ceinture bleue en tissu avec boucle en métal doré et éventuellement le manteau. Selon les circonstances, le manteau peut être remplacé par l'imperméable.

Art. 4. Les marques distinctives des grades portées par les fonctionnaires de l'Administration des douanes et accises sont établies comme suit:

Fonction	marques distinctives des grades sur l'uniforme	marques distinctives des grades sur le képi et le chapeau	
		Feuilles de chêne	soutaches
Concernant le groupe de traitement A1:			
Directeur	deux barrettes et deux étoiles entourées de deux feuilles de chêne	Deux contours discontinus de feuilles de chêne	cinq contournantes et trois montantes
Directeur adjoint	deux barrettes et une étoile entourée de deux feuilles de chêne	Un contour discontinu de feuilles de chêne	quatre contournantes et trois montantes
Auditeur 1 ^{ère} classe et Auditeur	une barrette et deux étoiles entourées de deux feuilles de chêne	Un contour discontinu de feuilles de chêne	trois contournantes et trois montantes
Auditeur adjoint et Attaché douanier principal	une barrette et une étoile entourée de deux feuilles de chêne		
Attaché douanier et Attaché douanier stagiaire	une barrette entourée de deux feuilles de chêne		

Concernant le groupe de traitement A2:			
Commissaire douanier 1 ^{ière} classe et commissaire douanier principal 1 ^{er} en rang	deux étoiles entourées de deux feuilles de chêne	Un contour discontinu de feuilles de chêne	trois contournantes et trois montantes
Commissaire douanier principal et Commissaire douanier	une étoile entourée de deux feuilles de chêne		
Commissaire douanier adjoint et commissaire douanier adjoint stagiaire	deux feuilles de chêne		
Concernant le groupe de traitement B1:			
Inspecteur principal 1 ^{er} en rang et Receveur A1	trois barrettes et une étoile		quatre contournantes et deux montantes
Inspecteur principal et Receveur A2	trois barrettes		
Inspecteur et Receveur A3	deux barrettes et deux étoiles		
Contrôleur-en-chef et Receveur B	deux barrettes et une étoile		trois contournantes et deux montantes
Contrôleur-adjoint et Receveur C	deux barrettes		
Rédacteur principal	une barrette et deux étoiles		
Rédacteur	une barrette et une étoile		
Rédacteur stagiaire	une barrette		
Concernant le groupe de traitement D1:			
Vérificateur principal et Receveur D	trois chevrons inversés et une étoile		trois contournantes et une montante
Vérificateur	trois chevrons inversés		
Vérificateur-adjoint	deux chevrons inversés et deux étoiles		
Brigadier-chef	deux chevrons inversés et une étoile		deux contournantes et une montante
Brigadier principal	deux chevrons inversés		
1 ^{er} brigadier	un chevron inversé et deux étoiles		
Brigadier	un chevron inversé et une étoile		
Brigadier stagiaire	un chevron inversé		

Caractéristiques des marques distinctives des grades sur l'uniforme:

Les feuilles de chêne, barrettes, chevrons inversés et étoiles sont dorées. Les barrettes et les chevrons inversés ont une largeur de 8 mm et les étoiles ont un diamètre de 15 mm.» Ils sont espacés de 3 mm.

Les insignes sont portés sur des épaulettes amovibles de couleur bleue à appliquer sur les épaulettes du veston.

Lorsque le service est exécuté sans veston, les insignes sont portés sur des épaulettes amovibles de couleur bleue à appliquer sur les épaulettes des chemises et des chemisiers.

Pour le manteau et l'imperméable, les insignes sont apposés sur des épaulettes amovibles de même couleur que le tissu.

Sur le veston et sur les chemises et chemisiers à manches courtes, le badge amovible de l'uniforme du personnel de l'Administration des douanes et accises consiste en un écusson métallique doré sur fond bleu et portant en relief le texte «Luxembourg» au-dessus et «Douanes et Accises» en-dessous du lion héraldique. Il est porté sur la poche de poitrine droite.

La grenade d'une hauteur de 30 mm apposée sur les écussons bleus du col et le monogramme apposé sur les épaulettes sont dorés.

Caractéristiques des marques distinctives des grades sur le képi et sur le chapeau:

Le képi dispose d'un écusson doré représentant les armoiries du Grand-Duché entourées de branches de chêne, d'une fausse jugulaire en or retenue par deux petits boutons en métal doré ainsi que d'un nœud hongrois encerclé.

Les contours discontinus de feuilles de chêne sont brodés en fil d'or à la hauteur de l'écusson.

Les soutaches en or ont une largeur de deux millimètres.

Art. 5. Sur avis du Conseil de la masse d'habillement de la douane, le Directeur des douanes et accises est compétent pour déterminer, au besoin, le modèle et la couleur d'insignes d'uniforme autres que ceux visés à l'article 4 ci-dessus, relatifs notamment à l'exercice de certaines fonctions caractéristiques ou concernant certaines qualifications particulières.

Art. 6. En service, les agents désignés par le Directeur des douanes et accises portent l'armement et les accessoires de l'armement réglementaires.

Art. 7. Le règlement grand-ducal modifié du 21 février 2001 concernant l'uniforme des agents de l'administration des douanes est abrogé.

Art. 8. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Pour le Ministre des Finances,
le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et
de la Protection des consommateurs,
Fernand Etgen*

Château de Berg, le 15 novembre 2015.
Henri

Amendement du cahier des charges relatif aux formules standardisées et aux moyens de transmission des données entre le corps médical et les personnes protégées, l'Union des caisses de maladie (actuellement la Caisse nationale de santé), les caisses de maladie, l'Association d'assurance contre les accidents et le Contrôle médical de la sécurité sociale, pris en exécution de l'article 18 de la convention du 13 décembre 1993 conclue pour les médecins et liant l'Association des médecins et médecins-dentistes du Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des caisses de maladie (actuellement la Caisse nationale de santé) telle qu'elle a été modifiée.

Vu les articles 61 à 67 du Code de la sécurité sociale;

Vu la convention conclue en date du 13 décembre 1993 telle qu'elle a été modifiée dans la suite;

Vu le cahier des charges visé à l'article 18 de la convention, faisant partie intégrante de celle-ci;

les parties soussignées, à savoir, l'Association des médecins et médecins-dentistes du Grand-Duché de Luxembourg, représentée par son Président, le Docteur Alain SCHMIT et son Secrétaire général, le Docteur Claude SCHUMMER, d'une part,

et la Caisse nationale de santé instituée par l'article 44 du Code de la sécurité sociale, représentée par le Président de son comité directeur, Monsieur Paul SCHMIT,

d'autre part,

ont convenu ce qui suit:

Art. 1^{er}. L'alinéa 1 de l'article 15 du cahier des charges est complété par la phrase suivante:

«Les tarifs de restitution pour les formules standardisées préimprimées figurent à l'annexe technique N.»

Art. 2. L'annexe technique N prend la teneur suivante:

1. Formulaire de déclaration de créance pour la restitution des frais de formulaire (suit le formulaire modifié tel qu'il a été publié au Mémorial A 223-2005 p. 3751)
2. Tarifs de restitution pour les formules standardisées préimprimées:

Les frais engagés par les médecins pour les formules standardisées préimprimées visées à l'article 19 de la convention médicale, à restituer par l'assurance maladie dans le système «imprimerie» sont déterminés d'après le barème suivant:

CNS-AMMD formules standardisées Date: 30 septembre 2015	Commande	Montant HTVA	Montant TVAC (17%)	Code Fourniture
Forfait d'initialisation				
1 initialisation	1 x	37,26	43,60	FI000001
Ordonnances pour aides visuelles				
50 blocs	1 x 50	66,85	78,21	FI010050
100 blocs	1 x 100	113,60	132,91	FI010100

Devis pour prothèses dentaires					
10 blocs	1 x 10	33,45	39,14	FI020010	
20 blocs	1 x 20	42,99	50,30	FI020020	
Devis pour traitement orthodontie					
10 blocs	1 x 10	33,45	39,14	FI030010	
20 blocs	1 x 20	42,99	50,30	FI030020	
*Relevé Tiers Payant / Action directe					
50 feuilles	1 x	4,80	5,62	FI050001	
Ordonnance médicale					
50 blocs	1 x 50	65,91	77,11	FI060050	
100 blocs	1 x 100	111,98	131,02	FI060100	
150 blocs	1 x 150	158,06	184,92	FI060150	
200 blocs	1 x 200	207,00	242,19	FI060200	
*Transport en série					
5 blocs	1 x 5	5,30	6,20	FI070005	
*Transfert à l'étranger					
5 blocs	1 x 5	5,58	6,53	FI080005	
Constats d'incapacité de travail					
	250 jeux	1 x 250	75,23	88,02	FI090250
	500 jeux	1 x 500	98,76	115,55	FI090500
	1250 jeux	1 x 1250	169,37	198,16	FI091250
	2500 jeux	1 x 2500	285,03	333,49	FI092500
Mémoires d'honoraires 10 lignes					
50 blocs	1 x 50	65,91	77,11	FI100050	
100 blocs	1 x 100	111,92	130,94	FI100100	
150 blocs	1 x 150	158,06	184,92	FI100150	
200 blocs	1 x 200	207,00	242,19	FI100200	
Mémoires d'honoraires 20 lignes					
50 blocs	1 x 50	65,91	77,11	FI110050	
100 blocs	1 x 100	111,92	130,94	FI110100	
150 blocs	1 x 150	158,06	184,92	FI110150	
200 blocs	1 x 200	207,00	242,19	FI110200	
*Déclaration de créance (formulaire)					
1 bloc	1 x	1,44	1,68	FI120001	

*Formules non personnalisées.

Art. 3. Les dispositions ci-dessus entrent en vigueur après leur publication au Mémorial.

En foi de ce qui précède, les soussignés, dûment autorisés par leurs mandants, ont signé le présent amendement.

Fait à Luxembourg, le 30 septembre 2015, en deux exemplaires.

Pour l'Association des médecins et médecins-dentistes

Le Président

Dr Alain Schmit

Le Secrétaire général

Dr Claude Schummer

Pour la Caisse nationale de santé

Le Président

Paul Schmit

Applicabilité des dispositions ci-dessus

1. à la convention du 13 décembre 1993 conclue entre l'Association des médecins et médecins-dentistes du Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des caisses de maladie (actuellement la Caisse nationale de santé) en exécution de l'article 61 du Code de la sécurité sociale concernant les médecins-dentistes,
2. du cahier des charges relatif aux formules standardisées pris en exécution de l'article 18 de la convention du 13 décembre 1993 conclue pour les médecins et liant l'Association des médecins et médecins-dentistes du

Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des caisses de maladie (actuellement la Caisse nationale de santé), concernant les médecins-dentistes.

Art. 1^{er}. Les dispositions des articles 1 à 3 ci-dessus valent convention distincte au sens de l'article 61, alinéa 2 du Code de la sécurité sociale pour les médecins-dentistes.

En foi de ce qui précède, les soussignés, dûment autorisés par leurs mandants, ont signé le présent amendement.

Fait à Luxembourg, le 30 septembre 2015, en deux exemplaires.

Pour l'Association des médecins et médecins-dentistes

Le Président

Dr Alain Schmit

Le Secrétaire général

Dr Claude Schummer

Pour la Caisse nationale de santé

Le Président

Paul Schmit

Convention du Cap relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles et son Protocole portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement aéronautiques, signés au Cap, le 16 novembre 2001. – Adhésion du Royaume de Danemark.

Il résulte d'une notification de l'Institut international pour l'unification du droit privé UNIDROIT qu'en date du 26 octobre 2015 le Royaume de Danemark a adhéré aux Actes désignés ci-dessus, qui entreront en vigueur à l'égard de cet Etat le 1^{er} février 2016.

(Les déclarations et réserves faites par les Etats peuvent être consultées auprès du Service des Traités du Ministère des Affaires étrangères et européennes.)
